



Institut national de recherche en agriculture,
alimentation et environnement
Centre Val de Loire
Site d'Orléans

2163, avenue de la Pomme de Pin
CS 40001 Ardon
45075 ORLEANS Cedex 2

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(C.C.P.)**

MARCHE SUR APPEL D'OFFRES PUBLIC OUVERT

Procédure d'Appel d'Offre ouvert, en application des articles L.2124-2, R2124-1, R2124-2, R2161-2 et à R2161-5 du Code de la Commande Publique

**Mise en œuvre du suivi de la biodiversité des sols sur
les sites du Réseau de mesures de la qualité des sols
dans la partie Nord-Est de la France : campagnes
d'échantillonnage aux printemps 2025, 2026 et 2027**

ARTICLE 1. DEFINITIONS

Site RMQS : désigne un dispositif comprenant une surface d'échantillonnage de dimension variable implémentée selon le protocole défini par INRAE pour le RMQS et dans laquelle sont prélevés les échantillons de sol et de biodiversité pour lesquelles sont recueillies les données nécessaires à la réalisation du programme RMQS. La surface d'échantillonnage est géoréférencée par des coordonnées GPS et/ou par des repères fixes.

RMQS1 : première campagne d'échantillonnage des Sites RMQS réalisée en métropole entre 2000 et 2009. Cette campagne a permis la collecte de Données et d'Échantillons.

RMQS2 : deuxième campagne d'échantillonnage des Sites RMQS prévue en métropole entre 2016 et 2027. Cette campagne permettra une nouvelle collecte de Données et d'Échantillons.

RMQS-Biodiversité : campagne d'échantillonnage des Sites RMQS organisée dans le but de collecter des Données et Échantillons sur la biodiversité du sol.

Données : Il s'agit de l'ensemble des données acquises dans le cadre du programme RMQS : notamment données de description de l'environnement, données d'enquête sur l'occupation du sol et les pratiques de gestion actuelles des parcelles dans lesquelles sont installés les Sites RMQS, données de description, d'inventaire ou d'analyses réalisées sur les échantillons de sol et de faune, données taxonomiques, photographies des Sites RMQS et de l'environnement des Sites RMQS, et coordonnées GPS. Les données du RMQS alimentent le système d'information SOL dont fait partie la base de données DONESOL. Les données d'identification de taxons seront intégrées à la base de données nationale du Système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP). Parmi ces Données, on distingue :

- les **Données RMQS1**, acquises durant la campagne RMQS1,
- les **Données RMQS2**, acquises durant la campagne RMQS2.
- Les **Données RMQS-Biodiversité**, acquises durant la campagne RMQS-Biodiversité.

Échantillons : il s'agit de prélèvements de sols réalisés sur les Sites RMQS selon différents protocoles. Ces Échantillons font l'objet d'analyses effectuées par INRAE et sont archivés à INRAE dans le Conservatoire européen d'échantillons de sols. Parmi ces Échantillons, on distingue :

- les **Échantillons RMQS1**, acquis durant la campagne RMQS1,
- les **Échantillons RMQS2**, acquis durant la campagne RMQS2.

Échantillons RMQS-Biodiversité : désignent l'ensemble des prélèvements (de sol ou de faune) réalisés sur les Sites RMQS dans le cadre de la campagne RMQS-Biodiversité. Ces Échantillons font l'objet de diverses analyses effectuées par un ensemble de laboratoires partenaires qui assureront leur stockage.

DONESOL : base de données nationale d'études pédologiques recensant les études pédologiques réalisées sur le territoire français afin de servir de registre national sur les études pédologiques d'une part et pouvant également stocker et gérer les données de ces études et les intégrer dans le système d'information sur les sols de France dans le cadre des programmes nationaux d'inventaire et de surveillance des sols de France. Cette base de données a été conçue et est administrée par INRAE.

Informations confidentielles : désigne toutes les informations, quelle qu'en soit la forme (écrite, orale, informatique ou autre) notamment, les informations techniques, commerciales, méthodes et savoir-faire, les données nominatives des propriétaires / gestionnaires / exploitants des parcelles sur lesquelles les Sites RMQS sont ou seront implantés, les coordonnées GPS réelles des Sites RMQS, dont INRAE et le prestataire disposent et qu'ils pourraient obtenir directement ou indirectement

l'un de l'autre pour les besoins ou à l'occasion de la mise en œuvre du présent marché, y compris le contenu du présent marché.

Manuel RMQS¹ : recueil des protocoles, instructions et modes opératoires rédigés par INRAE, qui définit l'ensemble des opérations à mettre en œuvre sur un Site RMQS durant la deuxième campagne d'échantillonnage.

Manuel RMQS-Biodiversité : recueil des protocoles, instructions et modes opératoires rédigés par INRAE et validé par un ensemble d'experts de la biodiversité des sols, qui définit l'ensemble des opérations à mettre en œuvre sur un Site RMQS durant la campagne d'échantillonnage RMQS-Biodiversité et que le prestataire s'engage à appliquer en signant ce marché.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché s'inscrit dans le cadre du suivi de la biodiversité des sols (RMQS-Biodiversité) prévu de 2025 à 2027 sur les Sites RMQS durant la campagne RMQS-Biodiversité. Il a pour objet de confier à un prestataire la mise en œuvre de cette campagne RMQS-Biodiversité sur 24 sites chaque année dans la partie Nord-est de la France pendant 3 années aux printemps 2025, 2026 et 2027 (Tableau 1). Il s'agit de réaliser des observations, de collecter des Données et des Échantillons de biodiversité selon un cahier des charges spécifique sur 24 sites différents chaque année. La localisation précise des Sites RMQS à échantillonner en 2025 est présentée en **Annexe 1** du présent document. La localisation des sites RMQS pour les campagnes 2026 et 2027 sera communiquée au prestataire quelques mois avant le début de la campagne de prélèvements.

Tableau 1- Nombre de Sites RMQS à réaliser chaque année pour le programme RMQS-Biodiversité

Année	Nombre de Sites RMQS
Printemps 2025	24
Printemps 2026	24
Printemps 2027	24
Total	72

Périmètre d'intervention :

Chaque année les 24 sites confiés au prestataire pour la réalisation de la campagne RMQS-Biodiversité se situeront dans la partie Nord-Est de la France, ils pourront être situés dans les 6 régions suivantes :

- Auvergne-Rhône-Alpes
- Bourgogne-Franche-Comté
- Centre-Val de Loire
- Grand Est
- Hauts-de-France
- Île-de-France

Dates d'intervention :

Les Sites RMQS confiés au prestataire dans le cadre du RMQS-Biodiversité seront échantillonnés au printemps entre les mois de mars et mai/juin.

¹ Jolivet C., Almeida-Falcon J-L., Berché P., Boulonne L., Fontaine M., Gouny L., Lehmann S., Maître B., Ratié C., Schellenberger E. & Soler-Dominguez N., 2018, Manuel du Réseau de mesures de la qualité des sols. RMQS2 : deuxième campagne métropolitaine, 2016 – 2027, Version 3, INRA, US 1106 Info&Sols, Orléans, France. <https://www.gissol.fr/publications/manuel-du-reseau-de-mesures-de-la-qualite-des-sols-rmq2-edition-2018-4352>

Le prestataire devra tenir compte de plusieurs paramètres pour programmer la campagne RMQS-Biodiversité afin de trouver un compromis entre les conditions favorables aux prélèvements de la faune du sol et les contraintes liées aux pratiques culturales dans les parcelles agricoles, à savoir :

- les conditions météorologiques
- l'occupation des parcelles
- la présence d'animaux d'élevage
- les opérations culturales (travail du sol, fertilisation, protection des cultures)
- l'altitude

ARTICLE 3. TYPE ET PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure d'Appel d'offre ouvert, en application des articles L.2124-2, R2124-2, R2124-1 et R2124-2 1° du Code de la Commande Publique. C'est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant à bon de commande en application des articles R2162- à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

En application de l'article R2162-4.2° il est conclu sans minimum et pour un montant maximum annuel de 70 000 € HT.

Le marché sera rémunéré à partir des unitaires proposés par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires en annexe 1 de l'Acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Acte d'Engagement et son annexe constituée du bordereau des prix, dûment complété et signé dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi,
- le Cahier des Clauses Particulières du marché, ses annexes, dont l'exemplaire conservé par INRAE fait seul foi,
- La proposition technique du titulaire en annexe,

Les dispositions du cahier des Clauses Administratives Générales - Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG / FCS) en vigueur s'appliquent de plein droit sauf dérogations.

ARTICLE 4. CONTEXTE DU MARCHÉ

4.1 Le programme RMQS

Le Réseau de mesures de la qualité des sols est le fruit d'une opération multi-institutionnelle menée dans le cadre du Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Sol. Ce groupement réunit les ministères en charge de l'Agriculture et de l'Environnement, l'Agence de la transition écologique (ADEME), l'Office français de la biodiversité (OFB), l'Institut national de recherche en agriculture, alimentation et environnement (INRAE), l'Institut de recherche pour le développement (IRD), l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) et le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). La responsabilité de la coordination nationale du RMQS, de sa mise en place et de son suivi, de la diffusion des résultats et de leur valorisation a été confiée par le GIS Sol à l'Unité Info&Sols de INRAE Val de Loire.

La mise en place du RMQS répond au besoin de disposer de données quantitatives sur l'état et l'évolution des sols en France. Ce réseau est actuellement composé de 2240 Sites RMQS d'observation régulièrement répartis en France métropolitaine et outre-mer selon une grille de 16km x 16km. Ces Sites

RMQS couvrent la plupart des occupations et les principaux types de sols français. La première campagne d'échantillonnage en France métropolitaine (RMQS1) a été menée entre 2000 et 2009. Elle a permis l'installation de 2137 Sites RMQS sur le continent et 34 Sites RMQS en Corse. La mise en place des Sites RMQS dans les départements d'outre-mer s'est déroulée de 2006 à 2015. Soixante-dix Sites RMQS ont été installés.

Le 27 juin 2014, le Haut Comité de Groupement du Gis Sol a officialisé le lancement de l'opération RMQS2 après plusieurs années de réflexions et de travaux préparatoires. La deuxième campagne d'échantillonnage en France métropolitaine a démarré en février 2016. Cette campagne est réalisée selon un échantillonnage annuel régulier sur le territoire métropolitain continental et étalée sur douze années. Environ 8% des Sites RMQS (167 à 187) sont échantillonnés chaque année, selon un calendrier établi *a priori*. La distribution des échantillons annuels est illustrée par la figure 1.

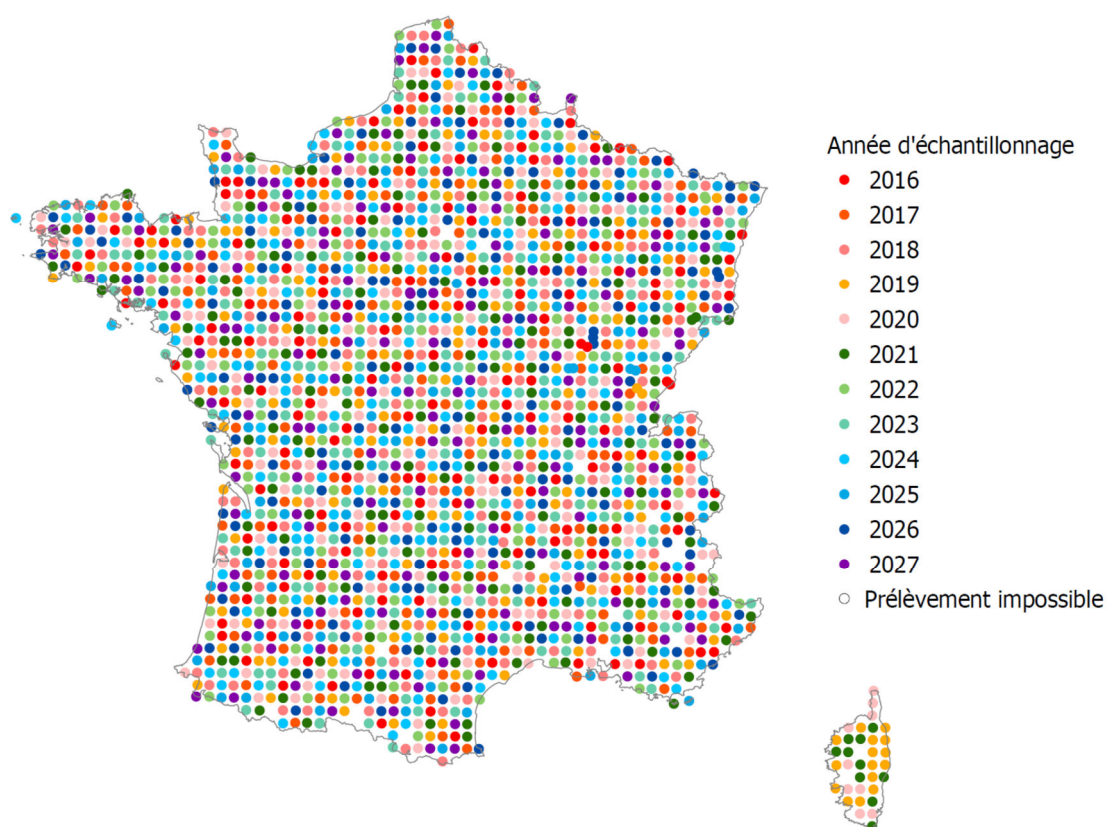


Figure 1 – Échantillons annuels répartis sur les douze années de la campagne RMQS2

Info&Sols s'appuie sur un réseau de partenaires régionaux pour assurer la mise en place du RMQS sur le territoire français. Ce réseau de partenaires est constitué d'équipes appartenant à des structures régionales possédant des compétences en pédologie et l'infrastructure nécessaire pour prendre en charge l'installation des Sites RMQS. Le travail est réalisé en partenariat, le coût de la mise en place des Sites RMQS étant partagé entre le GIS Sol et les équipes partenaires.

4.1 Le programme RMQS-Biodiversité

Entre 2020 et 2024, un suivi de la biodiversité des sols a été réalisé sur une centaine de Sites RMQS lors de deux campagnes test financées par l'OFB. Ces deux essais visaient à démontrer la capacité du RMQS à faire l'objet d'un tel suivi, d'ajuster les coûts et moyens humains nécessaires à ce type

de prélèvements et de préciser les modalités d'intervention.

Aujourd'hui l'OFB souhaite poursuivre ces suivis de biodiversité des sols au travers de 3 campagnes de prélèvements qui seront organisées au printemps 2025, 2026 et 2027. Ces campagnes suivront les modalités mises en place lors de la campagne 2024 à savoir :

- un échantillonnage à réaliser au printemps (mars à mai/juin) en s'adaptant aux conditions les plus favorables pour la faune du sol et aux contraintes occupation du sol et pratiques culturales ;
- une intervention sur les Sites RMQS échantillonnés lors de la campagne RMQS2 l'année n-1, afin de disposer des données des parcelles mises à jour à un an d'intervalle (type de sol, contact du propriétaire, coordonnées GPS ...) ;
- des équipes dédiées aux prélèvements du RMQS-Biodiversité : 3 équipes se répartissent les sites à réaliser sur le territoire national ;
- La mise en place de 4 protocoles pour étudier différents groupes de taxons présentés dans le Tableau 2.

Info&Sols s'appuie sur réseau constitués de deux équipes partenaires (parties Nord-Ouest et Sud de la France) déjà définies et d'une équipe prestataire (partie Nord-Est de la France) faisant l'objet du présent marché, pour assurer la mise en place du RMQS-Biodiversité sur le territoire métropolitain. Ces trois équipes doivent posséder des compétences en méthodes d'échantillonnage des sols et en prélèvements de biodiversité des sols et être habituées à réaliser des travaux sur le terrain.

Tableau 2 - Protocoles de prélèvements de la campagne RMQS-Biodiversité

Protocole	Échantillon composite (microorganismes et microfaune du sol, inventaires moléculaires)	Carotte mésofaune (mésofaune du sol)	Test bêche (macrofaune du sol)	Piège Barber (macrofaune et mésofaune de surface)
Groupes ciblés	Bactéries, champignons, protistes, nématodes, activité enzymatique, dégradation de la matière organique, ADN environnemental	Collemboles, acariens, enchytréides	Vers de terre, insectes, araignées, mollusques	Insectes, araignées, collemboles, acariens
				
Matériel utilisé et mode opératoire	25 échantillons prélevés entre 0 et 20/30 cm de profondeur à la tarière manuelle de diamètre 4 cm	3 cylindres de 5 cm de diamètre prélevés entre 0 et 5 cm de profondeur	6 blocs de terre de 25x25x20 cm prélevés à la bêche et triés manuellement	6 pièges Barber posés à la surface du sol et relevés après quelques semaines
				

ARTICLE 5. DESCRIPTION DE LA PRESTATION

La prestation consiste à mettre en place 72 Sites RMQS dans la partie Nord-Est de la France à raison de 24 sites annuels à la période printanière en respectant les étapes précisées dans le manuel RMQS-Biodiversité.

Les trois occupations principales des Sites RMQS sont les cultures annuelles, les forêts et les prairies permanentes. Les occupations les moins fréquentes sont les milieux naturels, les vignes et vergers,

les friches et les sols en contexte urbain. Le prestataire doit être en capacité de réaliser les prélèvements dans ces divers contextes d'occupation du sol.

5.1. Nombre de Sites RMQS à échantillonner et programme d'échantillonnage à la saison printanière

La liste détaillée des Sites RMQS à échantillonner chaque printemps dans le cadre du RMQS-Biodiversité sera communiqué au prestataire quelques mois avant le début de la campagne. La liste des 24 sites à échantillonner en 2025 est présente en **Annexe 1** du présent document. L'ensemble des Sites RMQS confiés au prestataire dans le cadre du RMQS-Biodiversité seront échantillonnés au printemps entre les mois de mars et mai/juin, la programmation de la campagne de prélèvements devra tenir compte des conditions météorologiques et des contraintes liées aux pratiques agricoles et à l'occupation des parcelles.

5.2. Programme de travail

Le programme des tâches à réaliser sur chaque Site RMQS dans le cadre du programme RMQS-Biodiversité est le suivant :

1. prise de contact avec l'exploitant pour planifier la date de passage en fonction de la contrainte de la parcelle (occupation, travail du sol, altitude, opération culturales) et collecte des données de gestion de la parcelle depuis le passage de l'équipe RMQS2 l'année n-1
2. implantation du dispositif d'échantillonnage selon différentes modalités et la réalisation de nouveaux levés GPS,
3. prélèvement à la tarière d'échantillons composites sur la couche de surface de la surface d'échantillonnage
4. réalisation de 6 tests-bêches par site avec tri manuel pour prélever principalement la macrofaune de surface et suivi de l'application de moutarde pour la collecte des vers de terre présents plus en profondeur
5. prélèvement d'échantillons volumétriques pour déterminer l'humidité du sol et la densité volumique des échantillons
6. prélèvement de 3 carottes par site pour identifier la mésofaune
7. mise en place de 6 pots Barber qui seront récupérés 28 jours plus tard
8. prise de photographies du site, de l'occupation du sol et de l'environnement du site
9. retour sur chacun des sites 28 jours plus tard pour relever les 6 pots Barber

Le programme et les protocoles détaillés sont décrits dans le Manuel RMQS-Biodiversité, annexé au présent CCP. Des tâches complémentaires pourraient être ajoutées à cette liste en fonction des nouveaux projets liés au RMQS qui seraient lancés dans les mois ou années à venir. Le cas échéant, le financement des coûts inerrants à ces compléments sera défini au cas par cas.

Les tableaux 3a et 3b établissent la liste des opérations prévues sur chaque Site RMQS dans le cadre du programme RMQS-Biodiversité en fonction de son occupation. Les temps nécessaires pour réaliser ces opérations ont été estimés afin de calculer les besoins en main d'œuvre, sous la contrainte de réaliser l'ensemble des opérations en une journée maximum, déplacement compris.

Tableau 3a : Description des actions du programme RMQS-Biodiversité à mener sur les Sites RMQS de grandes cultures, prairies, vignes et vergers et temps de travail estimés

	Actions par site RMQS de grandes cultures, prairies, vignes et vergers	Durée de l'action (minutes)	Nombre d'intervenants nécessaires	Durée totale de l'action sur site (minutes homme)	Temps de travail total (en heures)
1	Avant l'intervention				Avant l'intervention
1.1	Constitution du dossier du site et préparation de l'intervention	60	1	60	2.0
1.2	Contact avec le propriétaire / exploitant / gestionnaire du site pour autorisation d'intervention	30	1	30	
1.3	Préparation du matériel	30	1	30	
2	Le jour de l'intervention				Le jour de l'intervention
2.1	Réimplantation et installation du site et nouveau levé				13.1
2.1.1	Réimplantation à l'aide d'un GPS (avec correction temps réel) et réalisation de nouveaux levés	30	1	30	
2.1.2	Installation du dispositif d'échantillonnage	30	3	90	
2.2	Mise en place des protocoles de suivi RMQS-Biodiversité				
2.2.1	Surface (couche travaillée ou 0-30 cm) : 25 échantillons à la tarière	45	3	135	
2.2.2	Test-bêches, tri manuel et application de moutarde	110	3	330	
2.2.3	Prélèvement des carottes mésofaune	25	1	25	
2.2.4	Pose des pots Barber et rebouchage des trous de tarière	45	1	45	
2.2.5	Prélèvements de 3 cylindres de densité	45	1	45	
2.2.6	Prise de photos du site et de l'occupation du sol	5	1	5	
2.3	Finalisation du site et rangement				
2.3.1	Conditionnement des échantillons, rédaction du rapport d'intervention	30	1	30	
2.3.2	Enquête sur l'occupation et les pratiques de gestion depuis la précédente campagne (année n-1)	20	1	20	
2.3.3	Nettoyage et rangement du matériel	20	2	40	
3	Après l'intervention				Après l'intervention
3.1	Expédition des échantillons aux laboratoires via le transporteur	60	1	60	1.5
3.2	Transmission des données à Info&Sols (RI, photos et levés GPS)	30	1	30	
4	Relève des pots Barber 28 jours plus tard	20	1	20	Relève des pots Barber 0.3

Tableau 3b : Description des actions du programme RMQS-Biodiversité à mener sur les Sites RMQS de forêts (RMQS et RMQS-BioSoil), friches et milieux naturels et temps de travail estimés

	Actions par site RMQS de forêts, bois, milieux naturels et friches	Durée de l'action (minutes)	Nombre d'intervenants nécessaires	Durée totale de l'action sur site (minutes homme)	Temps de travail total (en heures)
1	Avant l'intervention				Avant l'intervention
1.1	Constitution du dossier du site et préparation de l'intervention	60	1	60	2.0
1.2	Contact avec le propriétaire / exploitant / gestionnaire du site pour autorisation d'intervention	30	1	30	
1.3	Préparation du matériel	30	1	30	
2	Le jour de l'intervention				Le jour de l'intervention
2.1	Réimplantation et installation du site et nouveau levé				15.0
2.1.1	Réimplantation à l'aide d'un GPS (avec correction temps réel) et réalisation de nouveaux levés	40	1	40	
2.1.2	Installation du dispositif d'échantillonnage	70	3	210	
2.2	Mise en place des protocoles de suivi RMQS-Biodiversité				
2.2.1	Surface (0-30 cm) : 25 échantillons à la tarière	45	3	135	
2.2.2	Test-bêches, tri manuel et application de moutarde	110	3	330	
2.2.3	Prélèvement des carottes mésofaune	30	1	30	
2.2.4	Pose des pots Barber et rebouchage des trous de tarière	45	1	45	
2.2.5	Prélèvements de 3 cylindres de densité	45	1	45	
2.2.6	Prise de photos du site et de l'occupation du sol	5	1	5	
2.3	Finalisation du site et rangement				
2.3.1	Conditionnement des échantillons, rédaction du rapport d'intervention	30	1	30	
2.3.2	Nettoyage et rangement du matériel	20	2	40	
3	Après l'intervention				Après l'intervention
3.1	Expédition des échantillons aux laboratoires via le transporteur	60	1	60	1.5
3.2	Transmission des données à Info&Sols (RI, photos et levés GPS)	30	1	30	
4	Relève des pots Barber 28 jours plus tard	20	1	20	Relève des pots Barber 0.3

5.3. Remarques importantes sur les tableaux 3a et 3b

- **Temps de travail avant l'intervention :**

La préparation de l'intervention n'est pas incluse dans le temps d'intervention sur site. Elle doit être réalisée avant l'intervention et comprend la prise de contact avec le propriétaire / exploitant / gestionnaire du site afin d'obtenir une autorisation d'intervention, puis la constitution du dossier d'intervention : consultation des documents fournis par Info&Sols, prise en compte des caractéristiques du site (occupation, pente, retour d'expérience des équipes lors du passage l'année n-1, 4x4 nécessaire, marche d'approche...), impressions des documents, planification du trajet et hébergement,...).

- **Temps de travail sur site :**

Les temps de travail indiqués dans les tableaux 3a et 3b sont des temps moyens estimés à partir de l'expérience des deux premières campagnes test du RMQS-Biodiversité. Le temps de travail sur site est plus élevé (sur une base de 3 personnes) en milieu forestier qu'en milieu agricole. La principale raison de cette différence est liée à la présence de végétation qui rend les opérations plus difficiles. En sol agricole les interventions sont généralement programmées lorsque le sol est nu ou lorsque les cultures sont peu développées. Le temps de travail sur site varie également en fonction de la texture du sol, qui conditionne le temps passé pour le tri manuel des test-bêches.

- **Nombre d'intervenants :**

Un site devrait pouvoir être mis en place en 1 journée maximum (incluant trajets routiers et marche d'approche si nécessaire). En fonction des difficultés rencontrées, la variable d'ajustement est donc le nombre d'intervenants. Dans les tableaux 3a et 3b les temps de travail estimés ont été réalisés sur la base de 3 intervenants. En fonction des difficultés d'accès ou de réalisation des prélèvements, la réalisation des prélèvements peut nécessiter la présence d'une ou plusieurs personnes supplémentaires.

- **Trajets et marche d'approche**

Les temps de trajets routiers ne sont pas intégrés dans l'intervention et devront être ajoutés au temps passé sur site. Afin d'évaluer les temps de trajets routiers, les coordonnées théoriques des Sites RMQS seront indiquées dans la liste des Sites RMQS pour le projet RMQS-Biodiversité quelques mois avant le début de chaque campagne. Le calcul des trajets à partir de ces données doit permettre d'estimer les trajets pour se rendre sur chaque des Sites RMQS. L'ajout d'une personne supplémentaire pourrait s'avérer nécessaire pour les sites ayant les plus longs temps de trajet.

Les temps d'accès (marche d'approche) aux Sites RMQS ne sont pas compris dans les estimations des tableaux 3a et 3b. En première approximation, compter 15 minutes pour les Sites RMQS forestiers et 10 minutes pour les autres usages. Pour certains Sites RMQS forestiers (RMQS-BioSoil) ce temps peut être plus important.

Les temps d'accès aux Sites RMQS de haute montagne, nécessitant une marche d'approche, du portage et éventuellement l'utilisation de mules de bât, sont évalués à 3 heures pour la montée et 2 heures pour la descente : pour ces Sites RMQS il est impératif d'augmenter le nombre d'intervenants pour compenser le temps de travail réduit. Ce complément de personnel sera proposé en appui par une équipe d'Info&Sols ayant l'expérience de l'organisation de ces missions.

- **Consultation des Données RMQS1 et saisie des Données RMQS2**

Les informations RMQS2 seront fournies au prestataire du marché en version numérisée avant le début de chaque campagne. Les observations relatives au RMQS-Biodiversité seront relevées sur des fiches papier et transmises à Info&Sols via la plateforme dédiée, puis envoi des originaux papier en fin de campagne.

- **Réimplantation des Sites RMQS et installation du dispositif d'échantillonnage**

Info&Sols fournira les indications nécessaires pour retrouver les Sites RMQS (coordonnées GPS, distances et azimuts à partir de repères, cheminements). Info&Sols mettra à disposition du prestataire un équipement GPS complet de précision centimétrique (avec correction en temps réel) pour la durée du marché (avec convention de prêt) ainsi qu'un détecteur de marqueurs passifs nécessaire pour les sites forestiers (avec convention de prêt).

- **Échantillons RMQS-Biodiversité**

Info&Sols fournira un dossier complet pour chaque Sites RMQS précisant ses caractéristiques et les retours des équipes ayant échantillonné le site l'année précédant les prélèvements RMQS-Biodiversité. Le dossier précisera également la profondeur de prélèvement de l'échantillon composite de surface. Info&Sols et les laboratoires fourniront les contenants et étiquettes pour ces prélèvements. Info&Sols proposera une solution logistique pour la livraison des Échantillons RMQS-Biodiversité vers les laboratoires d'analyse.

- **Enquêtes sur les pratiques de gestion**

Le temps de réalisation des enquêtes est inclus dans la journée d'intervention des Sites RMQS de grandes cultures, prairies, vignes et vergers, mais il n'est pas toujours possible de rencontrer l'exploitant ou le gestionnaire le jour de l'intervention. L'enquête doit toutefois impérativement être réalisée par interview. L'enquête portera pour chaque site sur les quelques mois passés entre l'intervention des équipes de la campagne RMQS2 (année n-1) et l'intervention RMQS-Biodiversité. Compte tenu de la diversité des situations, la réalisation de cette enquête pourra être menée le jour de la mise en place du site ou à un moment plus opportun. Cette enquête n'est pas à réaliser pour les Sites RMQS forestiers.

- **Temps de travail après l'intervention :**

La synthèse des observations et la transmission des Données RMQS-Biodiversité et des Échantillons RMQS-Biodiversité collectés ne sont pas incluses dans le temps d'intervention sur site. Elles seront réalisées après l'intervention selon des modalités décrites dans le Manuel RMQS-Biodiversité. Toutes les Données RMQS-Biodiversité collectées seront fournies sous forme numérique (données GPS, photographies) ou numérisée (rapports d'intervention et enquêtes). Les documents papiers originaux seront livrés à Info&Sols au plus tard 1 mois après l'échantillonnage du dernier site de la campagne. Les Échantillons RMQS-Biodiversité seront expédiés le plus rapidement possible aux différents laboratoires.

5.4. Rôle du prestataire et rôle d'Info&Sols durant la campagne RMQS-Biodiversité

La mise en place du programme RMQS-Biodiversité dans la partie Nord-Est de la France sera confiée à un prestataire sous la responsabilité de l'unité Info&Sols qui coordonnera l'opération. Le prestataire retenu s'engagera à respecter intégralement le Manuel RMQS-Biodiversité dans lequel sont décrites en détail toutes les opérations à réaliser sur un site RMQS durant la campagne RMQS-Biodiversité.

5.4.1. Rappel du rôle du prestataire durant la campagne RMQS-Biodiversité

Sur le périmètre concerné et conformément au Manuel RMQS-Biodiversité :

- le prestataire apporte les moyens humains et techniques nécessaires pour prendre en charge la mise en place des Sites RMQS ;
- le prestataire est chargé de contacter les propriétaires / gestionnaires / exploitants des parcelles sur lesquelles les Sites RMQS seront implantés afin d'obtenir leur accord pour la réalisation de la campagne RMQS-Biodiversité et définir avec eux la date d'intervention sur le printemps. Si les propriétaires / gestionnaires / exploitants actuels ne correspondaient

pas aux informations fournies par INRAE, il appartiendra au prestataire de contacter INRAE qui se chargera de rechercher et fournir les nouvelles coordonnées au prestataire. Pour les Sites RMQS de type RMQS-BioSoil, les correspondants-observateurs du Département Santé des Forêts du ministère en charge de l'agriculture et de la forêt sont chargés de collecter les autorisations auprès des propriétaires / gestionnaires / exploitants forestiers et de les remettre au prestataire ;

- en cas de refus du propriétaire / gestionnaire / exploitant de la parcelle de réaliser la campagne RMQS-Biodiversité sur la parcelle où le Site RMQS a été implanté durant la campagne RMQS2, ou d'impossibilité de réaliser les prélèvements de sols (parcelle urbanisée par exemple), le prestataire en informera INRAE qui décidera de l'alternative à adopter (déplacement, recherche d'une nouvelle parcelle ou mise en veille du Site RMQS) ;
- le prestataire est chargé de la mise en place des Sites RMQS, de la collecte des Données RMQS-Biodiversité et des Échantillons RMQS-Biodiversité sur ces Sites RMQS, selon les protocoles définis dans le Manuel RMQS-Biodiversité entre les mois de mars et juin, ces conditions doivent être absolument respectées ;
- le prestataire est chargé de réaliser les observations et les prélèvements complémentaires liés aux projets associés au RMQS selon les instructions et les modes opératoires spécifiques transmis le cas échéant ;
- le prestataire est chargé d'expédier régulièrement aux laboratoires concernés les Échantillons RMQS-Biodiversité prélevés en respectant les délais d'envois précisés dans le Manuel RMQS-Biodiversité ;
- le prestataire est chargé de faire sécher les 3 échantillons de densité par site et de transmettre les résultats de densité à Info&Sols ;
- le prestataire est chargé de transmettre les Données RMQS-Biodiversité collectées à Info&Sols et de fournir les document originaux en fin de campagne ;
- le prestataire est chargé de s'équiper du matériel nécessaires aux prélèvements RMQS-biodiversité qui ne seront pas fournis par INRAE et dont la liste est consultable dans le Manuel RMQS-Biodiversité.

5.4.2. Rappel du rôle d'Info&Sols durant la campagne RMQS-Biodiversité

Sur le périmètre régional concerné et conformément au RMQS-Biodiversité :

- INRAE assure la coordination globale du programme RMQS-Biodiversité et des campagnes d'échantillonnage annuelles ;
- INRAE fournit au prestataire la liste et le type de Sites RMQS à échantillonner chaque année au printemps entre mars et mai/juin ;
- INRAE est chargé d'informer de la tenue du programme RMQS-Biodiversité et de ses modalités, les propriétaires / gestionnaires / exploitants des sites concernés avant le démarrage de l'année en cours ;
- INRAE fournit au prestataire les protocoles nécessaires à la réalisation de la campagne RMQS-Biodiversité réunis au sein du Manuel RMQS-Biodiversité et organise toutes démonstrations et formations de terrain nécessaires pour la collecte des Données RMQS-Biodiversité et des Échantillons RMQS-Biodiversité par le prestataire sur les Sites RMQS ;
- INRAE fournit au prestataire les éléments en sa possession nécessaires à la localisation et à la réimplantation des Sites RMQS, une synthèse des observations réalisées lors de la campagne RMQS2 et des consignes spécifiques pour chaque Site RMQS ;
- INRAE met à la disposition du prestataire du matériel spécifique dans le cadre d'une convention de mise à disposition séparée (équipement GPS et détecteur de marqueurs passifs) et fournit du matériel de prélèvement d'échantillons volumétriques, les sachets et contenants pour le prélèvement des Échantillons RMQS-Biodiversité ;
- INRAE a mis en place un système de suivi de la qualité de l'application du Manuel RMQS-Biodiversité avec des visites d'appui-conseil régulières sur le terrain sur environ 10% des Sites RMQS ;

- INRAE pourra assister les équipes de terrain du prestataire sur les Sites RMQS les plus difficiles, notamment les Sites RMQS forestiers, embroussaillés, nécessitant une marche d'approche ou le recours à des animaux de bât ;
- INRAE informera régulièrement les propriétaires / gestionnaires / exploitants des sites des avancées du programme RMQS et, en fin de campagne RMQS2, organisera une restitution nationale des résultats aux propriétaires / gestionnaires / exploitants des Sites RMQS. »

5.5. Compétences et expériences recherchées

Le prestataire devra être en capacité d'intervenir sur les Sites RMQS quelle que soit l'occupation du sol (agricole, forestier, urbain ...).

Une connaissance approfondie des méthodes d'échantillonnage des sols et de prélèvements de biodiversité des sols mises en œuvre durant la campagne RMQS-Biodiversité associée à une pratique courante du terrain sont des critères indispensables pour la réalisation de cette prestation.

De plus une connaissance du programme RMQS, des compétences en identification de taxons présents dans les sols et en écologie des sols seront appréciés. Avoir déjà participé aux précédentes campagnes test du RMQS-Biodiversité serait également un plus.

Le prestataire devra maîtriser la langue française, notamment pour l'étape de contact des agriculteurs / exploitants / gestionnaires et également lors des prélèvements sur le terrain.

ARTICLE 6 DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

6.1. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder trois années.

En cas de non reconduction, INRAE adresse au titulaire sa décision de non reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception postal, au moins trois mois avant le terme de la période en cours. Le titulaire ne peut pas refuser ladite reconduction.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernière jour de validité du marché.

6.2. Délai d'exécution

L'exécution du projet suivra le calendrier suivant :

- Étape de calage avec les équipes de terrain afin de définir ensemble les modalités d'intervention et les modes opératoires (janvier/ février 2025)
- Journée de lancement du projet pour distribution du matériel, formations et intercalibration des protocoles entre équipes (janvier/ février 2025)
- Retour des premiers contacts avec les exploitants et partage d'un calendrier prévisionnel (jusqu'à début mars 2025)
- Prélèvements et expédition des échantillons RMQS-Biodiversité (entre mars et juin 2025).
- Retour des documents et données RMQS-Biodiversité (rapports d'interventions, photos, coordonnées GPS) au maximum 1 mois après les prélèvements du dernier site de la campagne
- Retour d'expérience à l'issue de la période de terrain (3ème trimestre 2025).

ARTICLE 7 CONDITIONS D'EXECUTION

La prestation de service sera réalisée pour le compte et sous la responsabilité de :

**L'Unité de Service 1106 INFO&SOLS
Centre INRAE Val de Loire – site d'Orléans
2163, avenue de la Pomme de Pin
CS 40001 Ardon
45075 ORLÉANS cedex 2 - France**

Le prestataire est chargé d'expédier les Échantillons RMQS-Biodiversité prélevés et toutes les Données RMQS-Biodiversité collectées, selon des modalités du Manuel RMQS-Biodiversité définies par Info&Sols. Le coût de livraison des Échantillons RMQS-Biodiversité sera pris en charge par INRAE.

ARTICLE 8 PHASE D'APPRENTISSAGE OBLIGATOIRE

L'unité Info&Sols organisera une opération de formation à la mise en place d'un site en présence du prestataire au démarrage des opérations de terrain. Pour la campagne 2025, les dates de cette formation avec les deux autres équipes, pourront éventuellement être fixées aux **27 & 28 janvier 2025 à Orléans**. En cas d'absence du prestataire à cette formation, une date ultérieure sera convenue. Lorsque le prestataire mettra en place son premier Site RMQS de manière autonome, une personne d'Info&Sols viendra sur le terrain pour contrôler la qualité du travail réalisé et compléter au besoin la formation du prestataire.

Par la suite, le prestataire sera suivi durant toute la durée de la prestation par du personnel d'Info&Sols. Une personne sera chargée de suivre le prestataire au quotidien (respect du planning établi, respect du cahier des charges RMQS-Biodiversité, prise de contact rapide si difficulté rencontrée, qualité des Données RMQS-Biodiversité et des Échantillons RMQS-Biodiversité livrés). De plus, un contrôle qualité des opérations de terrain sera assuré par une intervention sur site sur 10% des Sites RMQS environ.

ARTICLE 9 INFORMATION - DOCUMENTATION

La mise en place d'un site RMQS dans le cadre du programme RMQS-Biodiversité comporte plusieurs étapes décrites de façon détaillée dans un recueil de protocoles (Manuel RMQS-Biodiversité) qui sera remis au prestataire et que ce dernier s'engagera à respecter scrupuleusement. Une attention particulière a été accordée dans la rédaction de ce document, aux procédures relevant de l'assurance qualité afin de garantir l'**homogénéité et la qualité des Données RMQS-Biodiversité collectées par les différents intervenants participant au RMQS-Biodiversité**.

ARTICLE 10 PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

10.1. Prix du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant à bons de commande en application des articles R2162-1 à 6 du Code de la Commande Publique.
Il est conclu sans minimum et avec un montant maximum annuel égal à 70 000 € HT.

Le marché sera rémunéré à partir des prix unitaires proposés par le titulaire dans le bordereau de prix unitaires en annexe 1 de l'Acte d'engagement. Les prix sont fermes la première année et ajustable les années suivantes selon les modalités ci-dessous.

Pour la mise en place des 72 Sites RMQS, le prestataire fournira le détail des coûts (bordereau des prix unitaires, annexe 1 de l'Acte d'engagement) pour les différents postes de dépenses (personnel, fonctionnement, déplacement, etc.) par Sites RMQS et par occupation (Sites RMQS de grandes cultures, prairies, vignes et vergers ; Sites RMQS en forêts, friches et milieux naturels), en s'appuyant sur les informations fournies dans le tableau 4 (Annexe 1 du CCP).

10.2. Echancier de paiement

Le paiement des prestations sera réalisé suivant l'échéancier suivant :

- A l'avancement de la prestation, en une ou plusieurs fois, après service fait, et sur présentation d'une facture.

10.3. Ajustement du prix

Les prix unitaires prévus en annexe 1 à l'Acte d'engagement sont réputés fermes la première année et ajustables annuellement sur proposition du titulaire à chaque date anniversaire du marché (correspondant à sa date de notification) selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (S/S_0)$$

Où

P est le prix actualisé

P₀ est le prix initial du marché ou du prix précédent

S est le dernier indice du coût de la main d'œuvre et du travail – tous salariés – Activités spécialisées, scientifiques et techniques (identifiant 001565195) publié au moment de l'ajustement du prix.

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire à INRAE. A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction. Le nouveau bordereau de prix unitaires actualisés applicable devra être signé par INRAE.

En cas de variation de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de l'INRAE d'une révision de prix.

10.4. Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché, dès lors qu'elle aura constaté une augmentation du tarif supérieur à 3 % par rapport au dernier tarif en vigueur.

10.5. Clause de réexamen

En cours d'exécution du marché, ce dernier pourra être modifié, pour diverses raisons, dans les conditions définies au présent article.

Toute prestation supplémentaire non prévue au marché initial ou modification ayant trait à la situation juridique du titulaire ou encore toute modification d'une clause du marché rendue nécessaire, seront formalisées par voie d'avenant, dans la limite de la réglementation.

10.6. Modalités de paiement

Le règlement est effectué par virement administratif au compte du titulaire précisé à l'acte d'engagement, sur présentation d'une facture par bon de commande, adressée après exécution des prestations.

10.7. Etablissement des factures

Le règlement des sommes dues au titre du présent marché sera effectué sur présentation de factures établies en un exemplaire unique à :

**INRAE Centre Val de Loire
SBFC – SERVICE FACTURIER
DOMAINE DE L'ORFRASIERE
37380 NOUZILLY**

Les factures doivent impérativement mentionner le numéro de marché indiqué lors de la notification du marché et le numéro du bon de commande notifié par l'établissement.

Le paiement interviendra dans les formes prévues par les règlements de la comptabilité publique.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les renseignements suivants :

- le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire,
- le numéro du marché et du bon de commande fournis par INRAE
- le nom et l'adresse complète de l'Unité INRAE destinataire des fournitures,
- la désignation de l'émetteur du bon de commande,
- la date de livraison,
- le montant HT des prestations réalisées
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,

INRAE se libérera des sommes dues par virement au compte bancaire ou postal ouvert au nom de la Société (joindre un RIB ou RIP).

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Val de Loire - 37380 NOUZILLY.

10.8. Transmission des factures

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les informations nécessaires à la transmission des factures à destination de INRAE-centre Val de Loire, via Chorus Pro, sont mentionnées dans le tableau suivant :

N° SIRET de INRAE – CENTRE VAL DE LOIRE	180 070 039 00870
Code du service concerné à INRAE (facultatif)	FACTURES_PUBLIQUES (548580)
N° DE MARCHE (OLIGATOIRE)	Communiqué à la notification du marché
N° d'engagement juridique (Bon de commande ou marché INRAE)	Obligatoire
N° TVA intracommunautaire	FR 57 180 070 039

10.9. Mode de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement administratif. Le paiement interviendra sous un délai de 30 Jours maximum au compte indiqué par le soumissionnaire dans l'Acte d'Engagement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

ARTICLE 11 AVANCE

L'option B CCAG s'applique.

Pour tout bon de commande supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, le titulaire bénéficiera d'une avance s'élevant à 10 % pour les PME et de 5 % pour les autres entreprises, dans les conditions de l'article R2191-16 et suivants le Code de la Commande Publique, sauf renonciation expresse du titulaire à l'acte d'engagement.

Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

Elle est payée dans le délai de 30 jours à compter de la date d'effet du premier bon de commande émis.

Le remboursement commence lorsque le total des prestations exécutées représente 65 % du montant annuel du marché et doit être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant minimum annuel du marché.

ARTICLE 12 SOUS TRAITANCE

12.1. Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

12.2. Modalités d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- La nature de la prestation sous-traitée ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionnée au chapitre I^{er} du titre IV du code de la commande publique ;
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

12.3. Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la part du marché dont il assure l'exécution.

ARTICLE 13 PENALITES

Des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire du marché pour non-respect du délai de remise des livrables.

13.1. Exigibilité des pénalités de retard

Les pénalités dues par le titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration des délais contractuels définis, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences du présent marché, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par INRAE ou en cas de manquement de INRAE à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure selon les modalités suivantes.

13.2. Calcul des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, des pénalités seront appliquées, en cas de retard pour :

Remise des livrables

En cas de retard, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € sera appliquée, sans mise en demeure préalable, par jour de retard, au regard du planning d'exécution précisé à l'article 6.2.

Article 14 ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011. Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

ARTICLE 15 PROPRIETE ET REMISE DES RESULTATS

Le chapitre 6 du CCAG-FCS (articles 34 à 37) s'applique, sauf dérogations apportées aux articles 34 et 37 du CCAG-FCS, ci-dessous.

Article 34 : Définition des résultats

Au sens du présent chapitre :

34.1. Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens. Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

34.2. Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont utilisés dans le cadre du marché et qui appartiennent à l'acheteur, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété

intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les améliorations des connaissances antérieures font partie intégrante des Résultats à ce titre, les dispositions relatives aux améliorations des connaissances antérieures à appliquer sont celles des Résultats.

Il est précisé qu'il n'y a pas de connaissances antérieures standards utilisées dans le cadre du présent marché.

Article 37 : Régime des résultats

37.1. Finalités et besoins d'utilisation des résultats :

37.1.1. Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché. Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, seuls ou avec des tiers, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre / open source.

37.1.2. Le régime de confidentialité des résultats est défini le cas échéant dans les documents particuliers du marché.

37.2. Droits de l'acheteur :

37.2.1. Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement. Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante. La présente cession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats conformément à l'article 37.3.

Compte tenu de leur nature, les résultats suivants font l'objet d'une cession à titre exclusif :

1° Les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;

2° Les résultats ayant pour objet pour l'acheteur de promouvoir ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication) ;

3° Les résultats qualifiés de confidentiels.

Le titulaire s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats mentionnés aux 1° et 2°. Plus généralement, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés aux 1° et 2° tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

37.2.2. Résultats protégés par un droit de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques

Le titulaire informe l'acheteur de tout résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques.

Le titulaire cède à l'acheteur la propriété intellectuelle afférents à ces résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché, comprenant le fait de pouvoir utiliser les résultats pour continuer les recherches.

Cette licence couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée de validité de la protection.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché.

Le titulaire accomplit toutes les formalités requises pour rendre la licence d'exploitation opposable aux tiers, dans tous les territoires où les droits sont concédés. Le coût de ces formalités est compris dans le montant du marché.

Dans l'hypothèse où le résultat consiste totalement ou partiellement en un nouveau savoir-faire, le titulaire cède ce savoir-faire à l'acheteur.

37.2.3. Régime des données :

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur.

Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

37.3. Droits du titulaire :

37.3.1. Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats. Tout développement de savoir-faire listé dans les objectifs et pré-identifié dans le marché est considéré comme un résultat.

L'acheteur autorise le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'acheteur, pour les mêmes droits que ceux prévus à l'article 37.2.1, sous réserve de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats en vertu de l'article 5. Pour les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l'acheteur pour l'exécution du marché, le titulaire sollicite l'accord de l'acheteur.

Par principe, Le titulaire n'est pas autorisé à exploiter les résultats. Par exception après validation préalable au cas par cas de l'acheteur. Le titulaire verse à l'acheteur, dans l'hypothèse de l'exploitation commerciale de tout ou partie des résultats, seuls ou incorporés dans des produits ou services, ou en cas de concession totale ou partielle de droits d'exploitation portant sur les résultats, une redevance qui sera déterminée au cas par cas entre les Parties.

37.3.2. Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de l'acheteur. Le titulaire ne peut publier les résultats Les modalités de publication seront alors déterminées par l'acheteur, il est d'ores et déjà précisé que La publication mentionnera que les résultats ont été financés par l'acheteur.

37.4. Stipulations communes :

37.4.1. Exercice des droits :

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché, tels que :

37.4.1.1 Pour les logiciels :

- les codes exécutables ;
- la documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique) ;
- les codes sources et la documentation associée des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards lorsque ces connaissances antérieures standards sont placées sous une licence le permettant telle qu'une licence libre/open-source, sont livrés simultanément à la remise du code objet sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur, ainsi que l'ensemble des informations nécessaires à toute prestation ultérieure destinée à assurer la maintenance, y compris évolutive de ces éléments.

37.4.1.2. Pour les autres œuvres (créations graphiques, images, films, musique, etc.) : les fichiers sources et natifs dans un format ouvert.

Le titulaire ne peut imposer la confidentialité notamment des codes sources livrés.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. Elle est comprise dans le prix du marché.

37.4.2. Garanties des droits :

Le titulaire garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

A ce titre, il garantit :

- qu'il est titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables au marché ;
- qu'il indemnise l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations des articles 35 à 37 aurait porté atteinte. Si l'acheteur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux stipulations des articles 35 à 37, ils en informent sans délai le titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- dans ces hypothèses, qu'il apporte à l'acheteur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage à son choix, (i) à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que l'acheteur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l'acheteur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations des articles 35 à 37, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Le titulaire garantit les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'acheteur, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non.

Le titulaire garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables au marché.

Sur simple demande, le titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à l'acheteur de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que l'acheteur a fournies au titulaire pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'acheteur ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par l'acheteur ou à sa demande expresse.

Le titulaire dégage l'acheteur de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du titulaire.

37.4.3. Stipulations finales :

Par principe, le titulaire n'est pas autorisé. Toutefois en cas d'exception accordée par l'acheteur à cette faculté de publication.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

L'acheteur a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

L'acheteur peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées par les documents particuliers du marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour l'acheteur, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect de l'article 5.1.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

L'acheteur est libre de modifier et d'apporter des corrections apportées aux résultats.

ARTICLE 16 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire devra veiller à limiter l'impact environnemental des déplacements nécessaires à la réalisation des prestations objet du marché. Il favorisera les modes de transport les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions.

De plus, le titulaire veillera, lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, à utiliser des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés.

ARTICLE 17 RESILIATION

INRAE pourra résilier le marché de plein droit en cas de travaux mal exécutés par un manquement au protocole rédigé par INRAE ou un prélèvement d'échantillons de façon non correcte.

En cas de résiliation du marché, quel qu'en soit le motif :

- les Données acquises jusqu'au jour de la résiliation seront transmises à INRAE au plus tard le jour de la résiliation,
- les principes relatifs à la propriété des Données et à leur utilisation par INRAE (article 9) survivront à la résiliation.

ARTICLE 18 LITIGES

Dans l'éventualité d'un litige entre INRAE et le titulaire, les parties s'efforceront de trouver un règlement amiable à leur désaccord.

A défaut, les litiges seront réglés par les lois et règlements du droit français. Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent (Tribunal Administratif d'Orléans – 28 Rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS CEDEX – courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr)

Toute clause prévue notamment aux conditions générales de vente du titulaire est réputée non écrites, dès lors qu'elles sont contraires aux clauses du présent marché.

ARTICLE 19 DEROGATION AU CCAG/FCS

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services

L'article 13.2 déroge à l'article 14 du CCAG Fournitures Courantes et Services

L'article 15 déroge aux articles 34 et 37 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

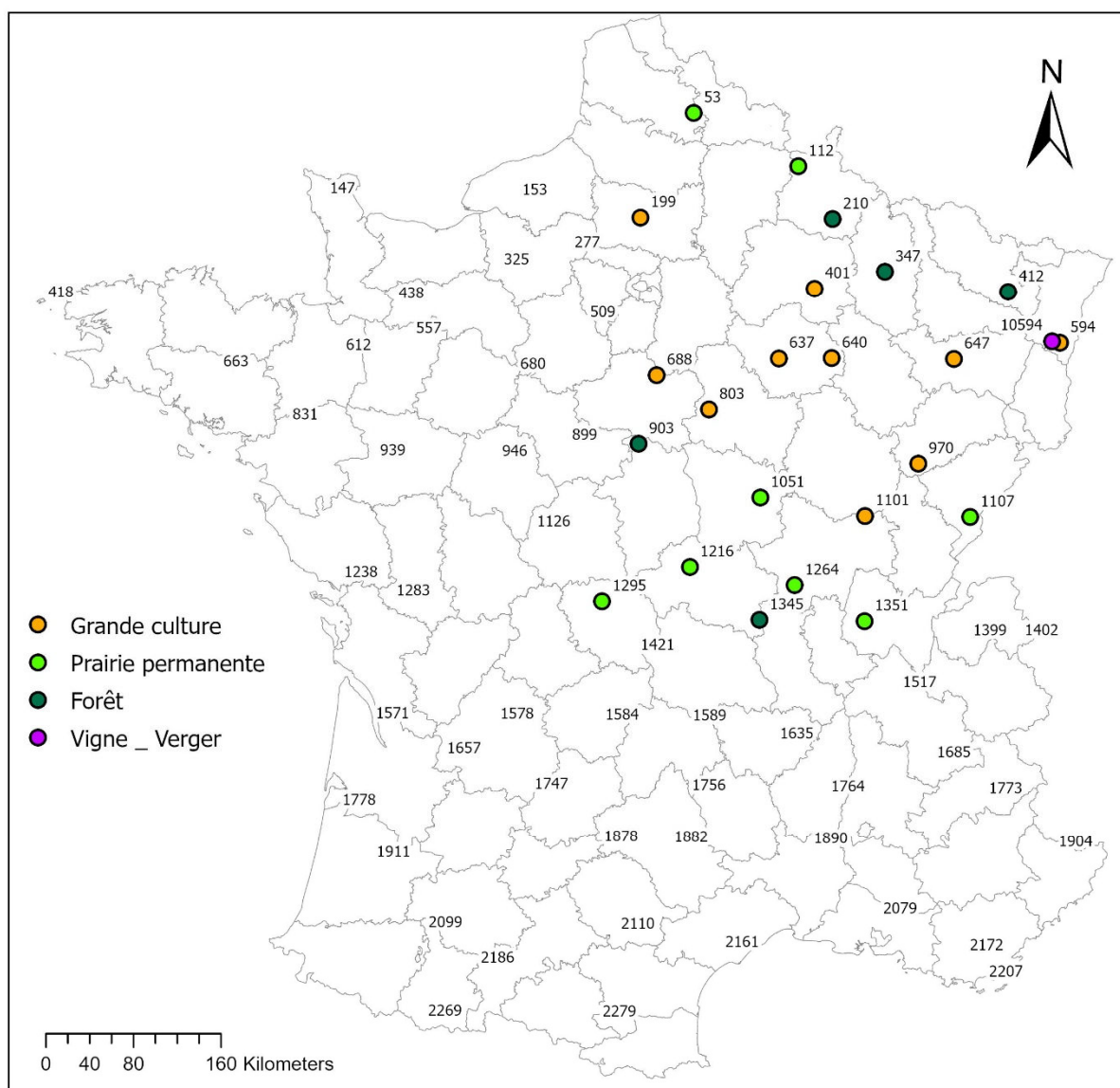
Annexe 1 :Tableau récapitulatif et carte de localisation des Sites RMQS de la campagne RMQS-Biodiversité 2025

Tableau 4 : Liste des Sites RMQS à mettre en place en 2025 pour la campagne RMQS-Biodiversité
Légende des colonnes du tableau 4

Année RMQS-Biodiversité	année prévue pour l'intervention
ID_RMQS	numéro de Site RMQS
ID_RMQS_BioSoil	numéro de Site RMQS-Biosoil (sites du réseau systématique de suivi des dommages forestiers ayant fait l'objet de l'implantation de deux dispositifs juxtaposés RMQS et BIOSOIL en 2006-2007)
Région	Région administrative
Département	numéro de département
Commune	nom de commune
X théorique	coordonnées du centroïde de la cellule, longitude en RGF93
Y théorique	coordonnées du centroïde de la cellule, latitude en RGF93
Altitude	altitude en mètres du site réel (recalculé d'après MNA)
Occupation	occupation du sol classée en 7 modalités : 1 = grandes cultures, 2 = prairies permanentes, 3 = forêts, bois, 4 = vignes et vergers, 5 = friches, 6 = milieux naturels, pseudo-naturels, peu anthropisés, 7 = parcs et jardins en milieu urbain

Année RMQS- Biodiversité	id_RMQS	Région	Département	Commune	id_RMQS- Biosoil	Occupation	x_théorique	y_théorique	altitude
2025	199	PICARDIE	60	LITZ		Culture	650850,6533	6925316,759	81
2025	401	GRAND EST	51	CHAUSSEE-SUR-MARNE		Culture	810204,8502	6860003,933	91
2025	594	GRAND EST	67	EBERSHEIM		Culture	1033631,705	6810110,475	165
2025	637	GRAND EST	10	SAINT-GERMAIN		Culture	777683,2421	6796321,686	116
2025	640	GRAND EST	10	AILLEVILLE		Culture	825647,8007	6795912,967	192
2025	647	GRAND EST	88	DOMPAIRE		Culture	937564,6626	6794952,637	363
2025	688	CENTRE	45	SCEAUX-DU-GATINAIS		Culture	665630,3296	6781280,17	84
2025	803	BOURGOGNE	89	PERREUX		Culture	713324,6647	6748899,78	206
2025	970	FRANCHE-COMTE	70	CUGNEY		Culture	904763,8435	6699302,911	239
2025	1101	BOURGOGNE	71	ECUELLES		Culture	856392,5913	6651754,067	199
2025	53	NORD-PAS-DE-CALAIS	62	SAILLY-EN-OSTREVENT		Prairie permanente	699630,083	7020857,391	41
2025	112	GRAND EST	8	ANTHENY		Prairie permanente	795169,4806	6972069,993	254
2025	1051	BOURGOGNE	58	BLISMES		Prairie permanente	760609,352	6668557,676	349
2025	1107	FRANCHE-COMTE	25	HOUTAUD		Prairie permanente	952311,0347	6650930,158	814
2025	1216	AUVERGNE-RHONE-ALPES	3	YGRANDE		Prairie permanente	696122,6184	6605153,319	338
2025	1264	BOURGOGNE	71	LUGNY-LES-CHAROLLES		Prairie permanente	791902,8414	6588355,263	290

2025	1295	NOUVELLE AQUITAINE	23	JOUILLAT		Prairie permanente	615925,2749	6573853,235	349
2025	1351	AUVERGNE-RHONE- ALPES	1	CHAPELLE-DU- CHATELARD		Prairie permanente	855572,3486	6555839,072	248
2025	210	GRAND EST	8	VOUZIERES	251	Forêt	826740,2627	6923825,643	129
2025	347	GRAND EST	55	THILLOMBOIS	410	Forêt	874297,8687	6875445,815	272
2025	412	GRAND EST	57	RHODES	529	Forêt	986082,5068	6858492,121	264
2025	903	CENTRE	18	CLEMONT	842	Forêt	649104,9068	6717463,495	153
2025	1345	AUVERGNE-RHONE- ALPES	3	ARFEUILLES	1272	Forêt	759660,3407	6556655,804	689
2025	10594	GRAND EST	67	DAMBACH-LA-VILLE		Vigne/verger	1033631,705	6810110,475	267



Localisation des 24 Sites RMQS-Biodiversité
pour la campagne 2025
dans la partie Nord-est de la France

ANNEXE : CLAUSES DE PROTECTION DES DONNEES ET SECURISATION DES SYSTEMES D'INFORMATION

1. Exigences règlementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

1.1. Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

1.2. Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

1.3. Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

1.4. Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglementeuropeen-protection-donnees>), et plus largement :

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quil-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

2. Engagement du titulaire

2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

2.2 Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.
- Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
- La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
- Les développements spécifiques,
- L'hébergement des données et des services,

- La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
- Le maintien en condition de sécurité,
- La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
- La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

2.3. Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.